

# LETTRE DE LA FED'AL

REJOIGNEZ UN PROJET, DES IDÉES ET UNE HISTOIRE

BULLETIN DE LA DIASPORA DU 14 JUILLET 2024



Les attaques orientées contre la diaspora algérienne doivent être dénoncées avec force et conviction. Ces actes, qu'ils soient de nature raciste, xénophobe ou discriminatoire, sont inacceptables et vont à l'encontre des principes fondamentaux de respect et de dignité humaine que notre organisation souhaite promouvoir à Marseille et ses environs.

La diaspora algérienne, riche de sa diversité et de ses contributions à la société marseillaise et à la communauté nationale française, ne doit pas être stigmatisée ou marginalisée. Chaque individu, indépendamment de ses origines, mérite d'être traité avec justice et équité.

Il est essentiel que nous prenions des mesures fermes pour combattre ces comportements inadmissibles. Il est indispensable de resserrer les rangs lorsque la diaspora algérienne doit faire face à des discours de haine et des politiques discriminatoires.

Nous devons tous, individuellement et collectivement, nous élever contre ces injustices et soutenir nos compatriotes dans la lutte pour leurs droits et leur dignité. La solidarité et la cohésion sociale sont les piliers d'une société juste et harmonieuse, et il est de notre devoir de les préserver en condamnant fermement toute forme d'agression contre la diaspora algérienne d'où qu'elle émane.

# BENOÎT PAYAN : LA FAUSSE AMITIÉ MARSEILLO-ALGÉRIENNE !



“Je vous garantis que je vais prendre attache avec le président de l’OM. Il n’y a pas de place pour ce genre de débordement. S’il y en a un qui porte le maillot de l’Olympique de Marseille et qui n’a pas ses valeurs là, alors il n’a rien à y faire.” (Benoît Payan)

L’organisation ultra-communautariste juive CRIF a saisi la direction de l’Olympique de Marseille pour s’insurger contre le transfert de l’international algérien Youcef Atal : « Nous croyons fermement que l’OM, par son histoire et son engagement, a un rôle clé à jouer dans la lutte contre toutes les formes de discriminations. »

Une ingérence dans les affaires du club qui a suscité une réponse toute aussi ridicule de la part du maire de Marseille : « Je ne suis pas président de l’Olympique de Marseille, mais je peux vous dire une chose en tout cas, chaque propos antisémite, chaque propos raciste, qui a fait l’objet d’une condamnation, ou pas d’ailleurs, n’est pas acceptable, n’a rien à faire dans le sport, n’a rien à faire à l’Olympique de Marseille ».

L’international algérien avait partagé sur son compte Instagram une vidéo d’un prédicateur qui s’émeut du sort des civils à Gaza et qui a appelé à ce que les Juifs ne puissent pas « hisser leur drapeau à Gaza ». Malgré des excuses et l’effacement de la vidéo incriminée, le joueur de Nice avait été suspendu jusqu’à nouvel ordre et une enquête avait été ouverte pour « apologie du terrorisme » et « provocation à la haine ou à la violence en raison d’une religion déterminée ». Il avait été placé sous contrôle judiciaire.

Condamné par le tribunal, il a fait appel de sa condamnation, ce qui lui confère encore le droit de bénéficier du principe de présomption d’innocence.

Les Algériens, qu’ils soient joueurs, médias ou responsables, avaient exprimé leur solidarité envers l’international algérien. Le soutien de la diaspora algérienne pour Youcef Atal a été fort, car très apprécié pour ses compétences et son esprit fair-play. Ses exploits lors de la Coupe d’Afrique des Nations 2019, où l’Algérie a remporté le titre, ont renforcé cette admiration.

La Fédération algérienne de football (FAF) avait exprimé son soutien plein, total et inconditionnel au latéral droit de l’équipe nationale algérienne. Le président algérien Abdelmadjid Tebboune s’était impliqué directement dans ce qui revêtait une dimension de scandale d’État en Algérie. Le président algérien avait même donné des instructions pour soutenir Youcef Atal dans ses démêlés judiciaires en France.

Ces types d’injonctions ne passent pas auprès de la communauté algérienne ni des supporters de l’OM qui soutiennent le choix du club marseillais.

De quoi donc se mêle le maire de Marseille alors que récemment, lors d’une audience avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune, il avait prétendu respecter la communauté algérienne.



Le footballeur de l'OGC Nice et international algérien Youcef Atal avait été placé en garde à vue le 24 novembre 2024 dans le cadre d'une enquête pour « apologie du terrorisme » pour une publication liée au génocide en cours à Gaza.

**N'y a-t-il donc pas d'autres priorités à régler à Marseille ? Sauf peut-être celles qui sont dictées par le CRIF ?**

Nous connaissons l'alignement outrancier du maire de Marseille à l'égard d'Israël : blocage d'une aide de 84,000 euros à l'UNWRA, refus d'utiliser le terme « génocide », refus d'appeler à un cessez-le-feu immédiat, présence dans les manifestations du CRIF et pas dans celles pour la paix en Palestine occupée, versement d'une aide financière pour les victimes des kibboutz, propagation de fake news sur les femmes israéliennes éventrées, violées, décapitées et les bébés brûlés au conseil municipal, etc.

Probablement que si Youcef Atal avait fait allégeance au lobby qui n'existe pas comme Hassan Chalghoumi ou avait brandi un drapeau israélien en approuvant les carnages contre des populations civiles innocentes, certainement que le maire de Marseille aurait plaidé avec ferveur en sa faveur auprès du président de l'OM ?

Le maire de Marseille dénonce le supposé racisme et l'antisémitisme de Youcef Atal, mais il ferait bien de lorgner du côté de son entourage ou au sein de sa collectivité. A la mairie des 2/3, des agents d'accueil ont été enregistrés en train d'insulter des noirs et de tenir des propos haineux contre les musulmans et les Algériens. Informée par des employés scandalisés par ce racisme, la mairie a refusé de sanctionner ces agents racistes malgré des enregistrements audios accablants.

**Un proche collaborateur du groupe politique du maire de Marseille est connu pour avoir milité avec l'extrême droite antisémite soralienne.**

Prétendant dénoncer les crimes coloniaux en Algérie, le maire de Marseille a posé une petite plaque au nom d'un tirailleur algérien, Ahmed Litim, sans jamais débaptiser la rue qui porte toujours le nom du criminel génocidaire général Robert Bugeaud. Un haut responsable de la mairie a été promu par le maire de Marseille alors qu'il avait défrayé la chronique en publiant des posts racistes, islamophobes et anti-algériens sur sa page Facebook. Enfin, parlant de Christian Tommasini, président du Yachting Club de la Pointe-Rouge, qui avait déclaré vouloir prendre les armes pour commettre des ratonnades contre les Arabes et les Algériens. Son association est partenaire de la ville pour l'organisation des Jeux Olympiques 2024 à Marseille.

Le maire de Marseille, avant de réclamer la tête de Youcef Atal, devrait déjà commencer par cesser de malmenager la communauté algérienne à Marseille.

D'ailleurs, tout le monde aura compris que l'opposition de Benoît Payan à la venue de Youcef Atal n'est qu'un énième témoignage de soutien à la cause d'Israël et un honteux racolage électoral en direction de la communauté juive marseillaise.

La Fédération Algérienne apporte son total soutien à Youcef Atal qui, aux yeux de la loi française, reste innocent des accusations farfelues d'« antisémitisme » et de « terrorisme » qui sont portés contre lui.

# COMMEMORATIONS DU 5 JUILLET : LA DIASPORA AU RENDEZ-VOUS



Sous l'égide de M. le Consul Général d'Algérie de Marseille, les célébrations de la fête d'indépendance ont fait déplacer une foule très nombreuse dans l'enceinte de l'institution étatique algérienne.

Une foule enchantée, une ambiance de ferveur patriotique, une communion avec l'institution étatique, des mains sur le cœur à l'écoute de l'hymne national, un coin d'histoire qui a connu un franc succès... Tous les ingrédients étaient réunis pour faire de cette fête nationale un moment de communion pour tous les Algériens.

Dans son discours d'introduction, le Consul général d'Algérie, Imed SELATNIA, a rappelé à l'auditoire nombreux que le 5 juillet est une date significative pour l'Algérie, marquant l'anniversaire de l'indépendance du pays obtenue en 1962 après une longue guerre contre la colonisation française. Il a indiqué que les commémorations de l'Indépendance, qui sont aussi rattachées à la fête de la Jeunesse, honorent l'héritage mémoriel et culturel de l'Algérie.

Lors de son allocution, le Consul général a souhaité que ce temps fort de notre histoire ne soit pas uniquement un moment de recueillement pour honorer nos martyrs de la guerre d'indépendance, mais l'occasion pour discuter de l'histoire de l'Algérie, des luttes pour l'indépendance et des défis actuels. Il a appelé l'assistance à œuvrer activement pour éduquer les jeunes générations sur leur patrimoine et à renforcer leur sentiment d'identité.

Durant cette soirée patriotique accompagnée d'un banquet et d'une ambiance musicale assurée par un groupe d'artistes, notre diaspora y a vu une belle occasion de se rassembler, de renforcer son identité culturelle et de penser à la meilleure façon de transmettre ce legs révolutionnaire aux générations futures.

Nous avons pu partager nos propres histoires et celles de nos familles concernant la guerre d'indépendance et l'immigration. Tous ces récits personnels enrichissent la mémoire collective et renforcent les liens communautaires.

Les membres de la Fédération Algérienne remercient M. le Consul général de nous avoir conviés à ce moment festif et de nous avoir permis de nous souvenir des sacrifices faits par nos anciens et nos familles pour l'indépendance de l'Algérie et pour promouvoir la paix et la solidarité entre les peuples.



# PRÉSIDENTIELLES ANTICIPÉES : LA CANDIDATURE DE LA CONTINUITÉ



Le Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé ce jeudi 11 juillet sa candidature à la prochaine élection présidentielle anticipée du 7 septembre 2024 lors d'une visite d'État à Tizi Ouzou.

**C'est en terre de Kabylie que le président algérien sortant Abdelmadjid Tebboune a annoncé sa candidature pour le scrutin du 7 septembre prochain. En étant candidat à sa propre succession, le chef de l'État répond ainsi aux attentes de nombreux partis politiques, d'associations citoyennes et d'une part importante de la société civile algérienne. Sans compter que la diaspora établie à l'étranger a été au cœur de la politique étrangère du président algérien.**

**Déjà en septembre 2023, la Fédération Algérienne s'était prononcée en faveur de la création d'un comité de soutien citoyen dans l'éventualité de l'annonce d'un second mandat.**

**Notre choix de soutenir une nouvelle candidature d'Abdelmadjid Tebboune n'est pas celui de « courtisans », mais qui relève du pragmatisme.**

**Contrairement à nos détracteurs qui pensent que la réélection du président sortant est d'ores et déjà acquise ou que son âge avancé ne lui permet pas de briguer un second mandat, nous pensons à la FED'AL que cette candidature est amplement justifiée en raison des perspectives politiques, économiques et sociales actuelles.**

**Depuis 2019, le président Abdelmadjid Tebboune a esquissé les contours de mesures qu'il prendrait au cours de son mandat. À l'horizon 2026-2027, il a l'intention de porter le PIB algérien à plus de 400 milliards de dollars, contre 247 milliards en 2023. Grâce aux réformes économiques et politiques entreprises par le président algérien et à l'augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures, l'Algérie va se doter d'une économie de pays émergents.**

**En 2024, alors que l'Algérie enchaîne les projets gigantesques, nous devons nous mobiliser massivement pour faire réélire le président sortant afin que son second mandat lui permette de poursuivre ses efforts pour une transformation plus profonde du pays (réformes visant à diversifier l'économie, réduction de la dépendance aux hydrocarbures, modernisation du système politique).**

**Sur le plan intérieur, Abdelmadjid Tebboune a su maintenir la stabilité politique, essentielle pour attirer les investissements étrangers et soutenir la croissance économique. La stabilité institutionnelle actuelle de l'Algérie est cruciale pour la continuité des politiques et des projets en cours.**



Le premier mandat remarquable d'Abdelmadjid Tebboune reflète le retour puissant de l'Algérie grâce à la politique diplomatique dont les contours ont été définis par le président de la République pour se poser en acteur puissant dans le règlement des crises et aux efforts soutenus en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

**Certains estiment que les réformes promises n'ont pas été mises en œuvre de manière efficace ou substantielle. Pourtant, les progrès réalisés dans le renforcement des infrastructures, la flotte aérienne, l'éducation, l'agriculture, l'habitat, la sidérurgie, l'automobile et la santé sous la présidence de Tebboune suggèrent qu'un second mandat permettrait de consolider ces acquis et d'en introduire de nouveaux.**

**Les plus farouches adversaires d'Abdelmadjid Tebboune l'accusent d'appartenir à un clan mafieux (issaba), alors même que le président sortant a fait de la lutte contre la corruption une priorité. Le président algérien sortant a participé à l'arrêt de l'hémorragie du Trésor public ainsi qu'à la récupération de milliards de dollars de fonds détournés par les anciens clans au pouvoir. Pour qui se rappelle la situation avant l'élection de 2019, il serait malhonnête de ne pas reconnaître qu'Abdelmadjid Tebboune a besoin de plus de temps pour éradiquer les réseaux de corruption profondément enracinés et pour instaurer une culture de transparence et de responsabilité.**

**Sur la scène internationale, malgré les basses manœuvres de certains pays hostiles, le président sortant a renforcé ses relations, notamment avec des partenaires stratégiques en Europe, en Afrique et au-delà, favorisant ainsi la position de l'Algérie sur la scène internationale. Quant aux questions palestinienne et sahraouie, l'Algérie est devenue le fer de lance des luttes anticoloniales et pour l'autodétermination des peuples occupés au sein des instances internationales.**

**Personne ne peut arguer qu'il est mieux placé que le président sortant pour guider le pays. En tant que président en fonction, Abdelmadjid Tebboune a acquis une expérience précieuse dans la gestion des affaires de l'État et des crises, comme lors de la séquence de la pandémie de COVID-19.**

**Les critiques soulignent souvent une répression des opposants politiques et des mouvements sociaux, argumentant que cela va à l'encontre des principes démocratiques. Or, on constate que de nombreux agents de déstabilisation financés depuis l'étranger, qui représentent un réel danger pour la société algérienne, sont à la manœuvre pour freiner les réformes entreprises par la présidence.**

**À la FED'AL, nous sommes conscients que malgré les efforts de diversification du gouvernement algérien pour éviter que notre économie reste vulnérable et dépendante des hydrocarbures, les niveaux de chômage restent élevés et que l'Algérie continue de faire face à des défis sociaux persistants. La vie est encore chère pour différents segments de la population algérienne. C'est pourquoi nous devons plébisciter une candidature de continuité afin de résorber les inégalités et consolider notre économie et l'autosuffisance du pays.**

**Une campagne de tractage et d'affichage sera menée par les membres de la Fédération Algérienne sur Marseille et ses environs, courant du mois d'août pour sensibiliser les électeurs, comme nous l'avons fait lors de notre campagne de sensibilisation pour les inscriptions sur les listes électorales.**